

# Bréf.

Lettre d'information et de réflexion  
de Martial Passi



## FINANCES

### Report de la réforme de la DGF



Photo : Stéphanie de Sakutin/APP

Devant la mobilisation des élus locaux, toutes tendances politiques confondues, et de leurs associations, le gouvernement et l'Assemblée nationale reportent d'un an la réforme contestée de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Un groupe de travail rassemblant des députés et des sénateurs doit remettre un rapport avant le 30 juin 2016, pour une entrée en vigueur de la nouvelle DGF au 1er janvier 2017.

**[ Bréf, les élus locaux doivent poursuivre la mobilisation afin que cette réforme maintienne les principes d'égalité, de justice et de solidarité, et ne serve pas à une nouvelle baisse des dotations d'État. ]**

## LOGEMENTS

### Nouvelle taxe pour les plus modestes



source Fotolia

Le projet de loi finances 2016 prévoit une ponction de 3% sur les loyers HLM dont s'acquittent 2,4 millions de ménages, afin d'alimenter la création d'un fonds national des aides à la pierre. L'Union sociale pour l'habitat s'oppose à cette nouvelle taxe qui pèse lourdement sur les locataires et le développement du logement social, et qui s'ajoute à la ponction sur les APL.

**[ Bréf, pour faire du logement une priorité nationale, il n'est pas possible d'accepter un désengagement supplémentaire de l'État sur le dos des locataires. ]**

## EURO 2016

### Pas de retransmission en plein air des matches dans les communes

Suite aux attentats du 13 novembre, notamment commis aux abords du stade de France, le gouvernement a décidé de mettre en place des mesures renforcées de sécurité et de protection des populations pour l'Euro 2016, qui se déroulera en France du 10 juin au 10 juillet. Les communes, qui souhaitent retransmettre les matches de l'Euro 2016, devront impérativement organiser ces manifestations sportives « dans des lieux sécurisés et clos » selon le ministre de l'Intérieur. Un cahier des charges de ces lieux sera prochainement publié, en concertation avec les associations d'élus.

## ENVIRONNEMENT/CLIMAT

### Le réchauffement climatique va faire exploser l'extrême pauvreté



source Fotolia

Sans mesures immédiates de réduction des émissions de gaz à effets de serre conjuguées à des politiques de développement « solidaires et durables », plus de 100 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2030, selon un rapport de la Banque mondiale du 8 novembre.

**[ Bréf, il est plus qu'urgent que les États et les gouvernements s'engagent enfin vers une diminution des émissions de gaz à effets de serre et soutiennent les actions locales pour préserver notre planète. ]**

## ÉCONOMIE/EMPLOI

### La baisse des dotations d'État plomb l'investissement local



source Fotolia

Le secteur des travaux publics connaît en 2015 sa pire année depuis 30 ans et s'attend à perdre 15 000 emplois en 2015, à cause de la baisse des dotations. Depuis le début de la crise, ce sont 42 000 emplois qui ont malheureusement déjà été supprimés, et d'ici 2017 ce sont 60 000 emplois qui sont menacés.

**[ Bréf, ces baisses des dotations aux collectivités locales sont une véritable catastrophe pour l'aménagement du territoire, le développement économique local et l'emploi. ]**

## ÉTAT D'URGENCE

### Prolongation de 3 mois



source AFP

L'état d'urgence est prolongé pour une durée de 3 mois à compter du 26 novembre 2015. La loi permet la mise en place de mesures exceptionnelles. Localement, elle confie essentiellement aux préfets la possibilité de prendre des mesures restrictives des libertés. Les maires peuvent être sollicités par le préfet et sont responsables, au titre de leurs pouvoirs de police, de la sécurité des populations dans l'organisation de manifestations culturelles, sportives ou festives dans leur commune.